

Alternatiba Rennes se mobilise contre le projet de dérégulation des « nouveaux OGM ».

Des membres du groupe local d'Alternatiba à Rennes ont mené vendredi 25 avril une action de désobéissance civile en investissant des panneaux publicitaires du centre-ville pour avertir le grand public quant à la possible dérégulation à venir des plantes OGM.

Il y a plus de 20 ans, des militant.e.s se sont battus pour nous protéger de tout ce que la commercialisation des OGM et leur dissémination dans nos champs impliquerait, aboutissant à la réglementation la plus stricte du monde sur les OGM (Directive 2001/18/CE). Aujourd'hui, les lobbies des biotechnologies et de l'agro-industrie s'apprêtent à remporter leur revanche, dans le dos de la grande majorité des citoyen.ne.s européen.ne.s et contre les recommandations scientifiques. Après l'adoption au Parlement Européen et l'aval du Conseil des Etats, le projet de règlement du 5 juillet 2023 de la Commission Européenne sur la dérégulation des Nouvelles Techniques Génomiques (NTG) entrera en négociation au trilogue le 6 mai prochain.

L'adoption de ce texte engendrerait la levée des obligations d'évaluation des risques, d'étiquetage et de traçabilité de 94% des plantes OGM obtenues via les NTG. En plus de bafouer le principe de précaution, ce règlement priverait les consommateur.ice.s de leur liberté de manger ce qu'ils et elles veulent. Pourtant, 77% des français.e.s estiment que les nouvelles techniques génomiques doivent faire l'objet d'une réglementation stricte¹. D'autre part, la dissémination sans limite des OGM représente des dangers de contamination irréversible pour la biodiversité sauvage et cultivée et ainsi une sérieuse menace pour l'agriculture sans OGM. C'est une véritable offensive de privatisation du vivant menée par les grands semenciers pour étendre encore leur monopole, sur de fausses promesses d'adaptation au changement climatique. L'Anses elle-même a pointé le manque de fondement scientifique de ce règlement.²

Nous sommes tout simplement face à un scandale démocratique d'ampleur, et peut-être au sinistre tournant de l'agriculture qu'Emmanuel Macron ambitionne « robotique, numérique et génétique ».

¹ Sondage réalisé par Kantar Public pour GreenPeace France en mai 2022

² Avis de l'Anses relatif à l'analyse scientifique de l'annexe I de la proposition de règlement de la Commission européenne du 5 juillet 2023